

Le

NOUVEAU

RÉGIME

de PROTECTION

des personnes

MAJEURES

Aperçu, à l'usage des familles, de la loi du 17 mars 2013 réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine.



Editeur responsable :  
Th. Kempeneers-Foulon,  
Av. Albert Giraud 24  
1030 Bruxelles  
D/2014/577/1



# La réforme des statuts de protection juridique



**Une nouvelle loi a été votée le 17 mars 2013.  
Il faut encore attendre pour qu'elle soit appliquée.**

## **Pourquoi une nouvelle loi ?**

L'objectif de cette loi est de rendre les choses plus faciles. On vit tous ensemble, on fait tous partie de la société. On a des droits. On a le droit par exemple à devenir autonome. Cela veut dire qu'on a le droit de faire les choses par nous-mêmes. On a aussi des devoirs. On doit par exemple payer dans les magasins.

Nous avons tous parfois des difficultés à faire les choses de tous les jours. Pour certains, c'est plus difficile encore. Comme les vieilles personnes, les personnes plus petites... et aussi les personnes déficientes intellectuelles.

Parfois, on a besoin d'aide pour faire ces choses. Parfois, quelqu'un doit les faire pour nous. Parce qu'on n'y arrive pas tout seul. Pour nous aider, on peut demander à avoir un administrateur.

Un **administrateur**, c'est une personne qui fait certaines choses difficiles à notre place ou qui nous aide à les faire.

Il s'occupe des **personnes** qui ont des difficultés. Il s'occupe aussi des **biens** des personnes qui ont des difficultés. Les biens, c'est ce que les gens ont à eux comme leur argent ou une maison ou une voiture. L'administrateur s'occupe aussi parfois des personnes qui ont des difficultés à se débrouiller seules.

C'est le juge qui décide si on a besoin d'un administrateur et qui sera cet administrateur. Avant de décider, le juge devra toujours vous écouter. Le juge peut changer ce qu'il a décidé... Vous pouvez le lui demander. Le juge devra toujours vous écouter et écouter votre personne de confiance. Si vous êtes tout le temps en dispute avec votre administrateur, vous pouvez demander au juge de changer d'administrateur.

Ce livre est là pour vous donner des informations sur la nouvelle loi. Vous trouverez des réponses à vos questions.

**Bonne lecture !**

—  
**L'ANAHM**

# Avant-propos

**La loi du 17 mars 2013 réformant les régimes d'incapacité et instaurant un nouveau statut de protection conforme à la dignité humaine s'inscrit dans un changement significatif de penser le handicap. Manière de penser et d'agir qui est le reflet de l'époque actuelle.**

## **Petit retour en arrière...**

Lorsqu'en 1959 l'ANAHM est créée par un collectif de parents désireux de mettre en place des structures adaptées aux besoins de leurs enfants, les politiques en faveur des personnes avec une déficience intellectuelle sont quasi inexistantes.

À cette époque, la problématique du handicap mental est très mal documentée et est encore loin d'être à l'agenda des décideurs publics.

Pour faire face à ce manque d'initiatives politiques et pour affronter le désert législatif qui les entoure, les familles vont porter des revendications afin d'offrir à leurs enfants devenus adultes une protection qu'ils estiment la plus adaptée. Jusqu'alors, les personnes atteintes d'une déficience mentale n'étaient pas ou peu protégées. Les seules mesures en vigueur étaient alors parfois si brutales qu'elles rebutaient souvent les parents.

Si durant l'enfance le combat majeur des familles portait principalement sur l'accès à l'enseignement, aux loisirs... etc, l'arrivée

de cette génération d'enfants à l'âge adulte poussera la question de la protection juridique à l'avant-plan. En effet, parents vieillissants et enfants grandissants, de nouvelles préoccupations font surface.

En 1973, dans la foulée des revendications portées par les familles représentées et soutenues, notamment, par l'ANAHM, un nouveau statut voit le jour : la minorité prolongée. D'autres législations viendront ensuite compléter l'« arsenal » à disposition des familles, notamment la loi concernant l'administration provisoire des biens. Cette loi, adoptée au début des années 90, a pour objectif initial de concilier au mieux « protection des personnes » et « respect des libertés individuelles ».

Ce statut de minorité prolongée a rempli son rôle de protection. Trop, aurait-on tendance à dire au regard des législations actuelles qui accordent une place bien plus importante à la personne à protéger.

La nouvelle loi du 17 mars 2013 marque ainsi une rupture avec cette approche plus paternaliste qui a dominé la façon de concevoir le handicap jusqu'au tournant des années 1990-2000. On est passé d'une volonté de prise en charge plus ou moins globale de la personne à une volonté d'accompagnement plus personnalisé visant à promouvoir le développement des capacités individuelles.

La signature et la ratification par la Belgique de la Convention des Nations Unies relative aux Droits des Personnes Handicapées en 2009 a permis d'acter ce changement de paradigme et d'incorporer ces valeurs dans notre ordre juridique interne. L'article 12 de cette Convention consacre en effet la capacité juridique des personnes en situation de handicap sur base d'égalité avec les autres tout en réaffirmant la nécessité de mettre en place des garanties « appropriées et effectives » afin d'éviter les abus. La personne handicapée est ainsi réhabilitée et placée au centre du processus décisionnel qui la concerne.

Dans cette optique, il est important de bien comprendre la nouvelle loi, d'analyser si une mesure de protection est nécessaire et, le cas échéant, laquelle sera la mieux adaptée. La personne déficiente intellectuelle est une personne à part entière qui devient, comme tous, majeure à 18 ans. La décision de la protéger est à bien peser. La protection doit être adaptée aux compétences de la personne et modulée en fonction de celles-ci.

Cette brochure vous aidera à comprendre ce nouveau dispositif qui entrera en vigueur le 1er juin 2014.

***Bonne lecture !***

—

**L'ANAHM**

—

***Nous remercions***

***Me Thierry DELAHAYE & Me Florence HACHEZ du cabinet Advocatio pour la rédaction de cette brochure.***

**TABLE**

des

**MATIÈRES**

## **INTRODUCTION**

## **I. LA PROTECTION EXTRAJUDICIAIRE – LE MANDAT**

- 1. Le mandat extrajudiciaire**
- 2. Avantages et inconvénients**

## **II. LA PROTECTION JUDICIAIRE**

- 1. Qui est visé ?**
- 2. Les intervenants**
- 3. La mesure de protection**
- 4. Avantages et inconvénients**

## **III. QUE FAIRE À L'AVENIR**

**Annexe 1** Les actes soumis à l'autorisation expresse du juge de paix

**Annexe 2** Personnalisation de l'ordonnance du juge de paix

**Annexe 3** Contacts

# INTRODUCTION

**1.** La loi du 17 mars 2013 **réforme et unifie** les statuts existants de protection des personnes handicapées majeures. A l'avenir, les personnes majeures qui relevaient de la minorité prolongée, de l'administration provisoire, de la tutelle ou du conseil judiciaire seront soumises aux mêmes règles.

**2.** Le nouveau régime se distingue des anciens par **les caractéristiques** suivantes :

- Il concerne autant la protection de la personne que celle des biens de la personne vulnérable.
- Il stimule l'intégration sociale des personnes handicapées, notamment en créant un régime sur mesure et personnalisé.
- Il renforce le rôle des différents acteurs sociaux (personne protégée, juge de paix, personne de confiance, famille,...).

**3.** À dater du 1er juin 2014, la protection juridique des personnes handicapées se fondera sur **deux socles alternatifs** :

- Soit la personne en situation de handicap organisera elle-même son régime de protection sur la base d'un mandat en faveur d'une personne de son choix (**régime de protection extrajudiciaire**) ;
- Soit elle s'en remet au Juge de paix compétent pour organiser une structure de protection judiciaire sur mesure (**régime de protection judiciaire**) ;
- Le choix qui s'ouvre à la personne à protéger, sa famille et son entourage dépend évidemment des possibilités réelles d'autonomie de la personne ainsi que des circonstances qui entourent son handicap.

# I. LA PROTECTION EXTRAJUDICIAIRE (LE MANDAT)

## 1. Le mandat extrajudiciaire

**À partir du 1er juin 2014, toute personne, handicapée ou non, peut choisir librement un mandataire qui sera habilité à accomplir en son nom les actes relatifs à ses biens.**

Cette faculté est ouverte à toute personne, pourvu qu'elle soit majeure, qu'elle ait la capacité d'exprimer sa volonté et qu'elle ne fasse pas déjà l'objet d'une mesure de protection judiciaire (minorité prolongée, administration provisoire,...)

Ce contrat devra être signé par la personne handicapée (le mandant) et son futur représentant (le mandataire). Il devra également être enregistré dans le registre central tenu par la Fédération royale du notariat belge. L'enregistrement s'effectue par l'intermédiaire du notaire ou par dépôt de la copie du contrat au greffe de la Justice de Paix du lieu de résidence de la personne à protéger.

La personne concernée est libre de déterminer la date à laquelle le mandat prendra cours. Celui-ci peut prendre

cours immédiatement alors que la personne est (encore) capable (effet immédiat), mais le contrat peut déterminer qu'il ne prendra effet qu'à partir du moment où la personne handicapée (le mandant) sera incapable d'accomplir elle-même ces actes (effet différé).

Le mandat extrajudiciaire portera uniquement sur les biens et non sur les actes personnels.

Il précisera l'étendue du mandat qui peut être général (pour l'ensemble des actes relatifs aux biens de la personne handicapée) ou particulier (dans ce cas, le mandat énumérera les actes visés).

## 2. Avantages et inconvénients

Le mandat extrajudiciaire offre une agréable convivialité et permet une gestion très souple. L'absence de



formalisme et de procédure, ainsi que sa gratuité en font son principal attrait. Ses inconvénients sont cependant à prendre au sérieux.

La protection offerte par le mandat est très relative puisque la personne handicapée conserve sa capacité de poser des actes. En d'autres termes, le mandat ne la protège ni contre elle-même, ni contre les tiers indéliçables qui tenteraient d'abuser de sa faiblesse ou de sa vulnérabilité. En outre, aucun contrôle du

mandataire n'est prévu par la loi. Il est donc important que le contrat organise un contrôle périodique et sécurisant par un tiers de toute confiance.

Il est évidemment conseillé de consulter préalablement un avocat, un notaire ou une asbl spécialisée, afin de s'assurer de la validité et l'efficacité du contrat. À ce titre l'ANAHM est certainement habilitée pour entourer cette importante démarche.

## II. LA PROTECTION JUDICIAIRE

**Si la personne handicapée ne peut ou ne veut pas s'engager dans la voie du mandat privé, la protection judiciaire peut s'envisager dès que l'incapacité est établie, ou dès que la personne handicapée sent qu'elle perd le contrôle de ses actes. Cette protection se fonde sur les principes généraux de l'administration provisoire et peut être synthétisée comme suit:**

### 1. Qui est visé ?

Le régime de protection s'adresse aux personnes majeures, qui pour des raisons de santé sont hors d'état d'assumer elles-mêmes la gestion de leurs intérêts patrimoniaux et non patrimoniaux, sans assistance ou autre mesure de protection.

Cette inaptitude peut être totale (tous les actes) ou partielle (certains actes).

En outre, l'incapacité de gérer peut être tant temporaire que définitive.

## 2. Les intervenants

### 2.1. La personne à protéger.

#### a) La déclaration de préférence

Toute personne capable doit envisager la possibilité de perdre un jour sa capacité d'autodétermination. La nouvelle loi permet à toute personne, pour laquelle aucune mesure de protection judiciaire n'a été ordonnée, de déposer une déclaration de préférence sur le nom de la personne de confiance et/ou de l'administrateur souhaité, au cas où une mesure judiciaire devrait être prononcée à l'avenir.

Cette déclaration est déposée au greffe du juge de paix de la résidence de la personne handicapée ou chez son notaire.

#### b) La requête en désignation d'un administrateur

Toute personne qui sent sa santé évoluer vers une incapacité peut toujours saisir elle-même le juge de paix pour organiser un système protectionnel adapté à son état.

### 2.2. Le tiers demandeur

La demande qui tend à organiser une protection judiciaire peut être formulée par toute personne intéressée : les parents, l'entourage, un ami, un voisin, un bailleur impayé, un notaire, ou même le Procureur du Roi.

Il suffit de déposer une requête au greffe de la Justice de paix à laquelle est jointe une attestation de résidence ainsi qu'un certificat médical attestant que la

personne handicapée n'est pas en état de gérer sa personne et/ou ses biens.

Un arrêté royal déterminera une liste d'états de santé pour lequel aucun certificat médical n'est nécessaire.

### 2.3. Le juge de paix

Le juge de paix compétent est celui du lieu de résidence de la personne handicapée, c'est à dire lieu où habite effectivement la personne au quotidien et qui présente une certaine constance. Si le lieu de séjour de la personne protégée varie trop souvent pour constituer un véritable lieu de résidence, le domicile légal de la personne protégée sera déterminant.

En cas de déplacement de résidence après la désignation de l'administrateur, le juge de paix peut prendre l'initiative de renvoyer le dossier à la Justice de paix de ce nouveau lieu de résidence.

Le juge de paix procède à la convocation et aux auditions des intervenants dans le dossier. Il rend ensuite une ordonnance dans laquelle il désigne l'administrateur et délimite précisément sa mission.

Certains actes nécessiteront l'autorisation expresse du juge de paix (changer la résidence, vendre un immeuble,...) (voir annexe 1).

Le juge de paix reste toujours compétent pour modifier la mission, contrôler et approuver les rapports de l'administrateur ou remplacer celui-ci.

## *2.4. La personne de confiance*

La personne de confiance est désignée par le juge de paix, en accord avec la personne handicapée. Il est possible de désigner plusieurs personnes de confiance.

Le rôle de la personne de confiance est essentiellement de servir de soutien personnel à la personne protégée, de porte-parole et de contact avec l'administrateur et le juge de paix. Cette fonction implique qu'elle a le droit de recevoir toute information sur l'état de l'administration, en ce compris une copie des rapports de l'administrateur. Elle s'adresse directement au juge de paix lorsque les intérêts de la personne protégée sont en cause.

Naturellement, la personne de confiance ne peut pas cumuler cette fonction avec celle d'administrateur.

## *2.5. L'administrateur*

La fonction d'administrateur n'est pas soumise à des exigences qualitatives particulières. Aucune expérience ou diplôme n'est exigé pour être désigné. Le juge de paix peut désigner plusieurs administrateurs.

Pour éviter certains abus, la loi exclut certaines catégories de personnes, comme les sociétés (une asbl est une société), les dirigeants ou membres de l'institution où la personne handicapée réside, les personnes déchues de l'autorité parentale ainsi que les personnes elles-mêmes placées sous protection judiciaire ou extrajudiciaire.

Le juge de paix préférera toujours la désignation des parents ou du cohabitant ou d'un proche de la personne handicapée. À ce propos, la nouvelle loi témoigne d'une confiance particulière envers les parents de la personne protégée : ceux-ci peuvent être désignés ensemble comme administrateurs, et le formalisme des rapports est allégé en ce qui les concerne.

Compte tenu de la complication croissante des relations juridiques en général et des relations humaines en particulier, le recours aux professionnels s'impose souvent. Selon les circonstances particulières, le juge de paix impose la désignation d'un professionnel (en général un avocat ou un notaire).

Le juge de paix veille à réduire le nombre d'administrateurs. En général, il se limitera à désigner une personne, même si l'administration s'étend sur la personne et sur les biens.

## *2.6. Les rapports et l'information.*

Une fois par an - sauf indications contraires du juge de paix - l'administrateur est tenu de déposer un rapport à la Justice de paix.

Le rapport sur la personne comprend notamment une description du cadre de vie de la personne protégée, les mesures prises pour améliorer le bien-être de la personne protégée, la manière dont l'administrateur a associé la personne protégée et la personne de confiance à sa mission,...

Le rapport sur les biens comprend notamment une description des conditions matérielles de la personne protégée, les comptes annuels, la manière dont l'administrateur a associé la personne protégée et la personne de confiance à sa mission,...

Ce rapport est communiqué à la personne protégée, sauf si l'administrateur en a été expressément dispensé, à la personne de confiance et aux autres administrateurs.

Le juge de paix contrôle et approuve le rapport avec remarques ou observations éventuelles.

### 3. La mesure de protection

À défaut de protection extrajudiciaire ou lorsqu'il estime celle-ci inadéquate, le juge de paix ordonne une mesure de protection judiciaire de la personne handicapée. Dans ce cas, il recherchera une solution sur mesure en concertation avec les intervenants dans la procédure.

La protection peut porter exclusivement sur les actes relatifs aux **biens** et/ou à la **personne**, à moins qu'une protection générale ne s'impose. En outre, la protection elle-même peut consister en des mesures d'assistance ou de représentation.

Une **mesure d'assistance** est ordonnée lorsque la personne handicapée est capable d'accomplir elle-même des actes relatifs à sa personne et/ou ses biens, mais pas de façon autonome. L'administrateur désigné prête alors son

concours à la personne handicapée qui accomplit elle-même l'acte. Il peut ainsi soumettre l'accomplissement d'un acte à son accord préalable, à une ou plusieurs conditions ou simplement refuser d'assister la personne.

Une **mesure de représentation** peut être ordonnée lorsque la personne handicapée est incapable d'accomplir elle-même des actes relatifs à sa personne et/ou ses biens. L'administrateur désigné accomplit lui-même, sous sa propre responsabilité, les actes pour le compte de la personne protégée.

La nouvelle loi permet ainsi d'envisager 8 types mesures différentes, à savoir :

- Une assistance aux biens
- Une assistance à la personne
- Une assistance à la personne et aux biens
- Une assistance à la personne et une représentation pour les biens
  
- Une représentation pour la personne
- Une représentation pour les biens
- Une représentation pour la personne et les biens
- Une représentation pour la personne et une assistance aux biens

L'ordonnance du juge de paix doit énumérer précisément les actes pour lesquels une mesure de protection est ordonnée (annexe 2). La personne handicapée conserve sa capacité pour tous les actes qui ne sont pas énumérés dans l'ordonnance.

#### 4. Avantages et inconvénients

La protection judiciaire envisage une protection très efficace de la personne vulnérable tant contre ses propres agissements inadéquats que ceux des tiers qui pourraient abuser de sa faiblesse (nullité des actes faits en violation des pouvoirs de l'administrateur).

Les obligations légales de l'administrateur notamment en matière de rédaction de rapports ainsi que le contrôle institutionnel du juge de paix et de la personne de confiance contribuent à sécuriser un

système protectionnel exemplaire.

Les fonctions d'administrateur et de personne de confiance sont gratuites, sauf dans l'hypothèse où un administrateur professionnel est désigné. Dans ce cas, sa rémunération est limitée à 3% des revenus de la personne handicapée.

La multiplication des intervenants et la technicité de la nouvelle loi constituent des inconvénients qui sont le prix à payer pour une protection réellement opérante.

## III. QUE FAIRE A L'AVENIR ?

**Le nouveau régime s'appliquera suite à une ordonnance expresse du juge de paix ou automatiquement (par l'écoulement du temps). La ligne du temps est la suivante:**

#### 1. Avant le 1er juin 2014

La personne handicapée a la possibilité d'enregistrer une déclaration de préférence.

#### 2. À partir du 1er juin 2014

• La personne handicapée qui en a la capacité peut donner un mandat extrajudiciaire. Elle peut également solliciter du juge de paix une ordonnance de mise en conformité de son statut avec la nouvelle loi.

• Les anciens régimes se poursuivent, ils ne seront modifiés que si une ordonnance remplace la mesure existante par une protection judiciaire. Cette ordonnance peut être prise suite à une requête de la personne protégée, de toute personne intéressée ou par le juge de paix de sa propre initiative.

• Si aucune ordonnance n'a été rendue le 1er juin 2013 :

- les anciens régimes d'administrations provisoires se transformeront automatiquement en protection judiciaire sur les biens (représentation)
- les anciens régimes de tutelle, minorité prolongée, se transformeront automatiquement en protection judiciaire des biens et/ou de la personne. Dans cette hypothèse, le tuteur ou les parents seront désignés d'office

- comme administrateur des biens et/ou de la personne.
- l'ancien régime de conseil judiciaire s'éteint sans être remplacé par une autre mesure.

—  
**Thierry DELAHAYE & Florence HACHEZ**  
*Avocats*  
[www.advocatio.be](http://www.advocatio.be)

# ANNEXE 1

## LES ACTES SOUMIS À L'AUTORISATION EXPRESSE DU JUGE DE PAIX

### LES ACTES SUR LES BIENS :

*Art. 499/7, § 2, al.1 C.civ.*

***L'administrateur des biens doit être spécialement autorisé par le juge de paix pour :***

- 1°** aliéner les biens de la personne protégée, hormis les fruits et objets de rebut, sauf dans le cadre de la gestion confiée à un établissement visé à l'article 499/5, alinéa 2 :  
.....
- 2°** emprunter ;  
.....
- 3°** hypothéquer ou donner en gage les biens de la personne protégée ou autoriser la radiation d'une inscription hypothécaire, avec ou sans quittance, et d'une transcription d'une ordonnance de saisie-exécution sans paiement et de la dispense d'inscription d'office ;  
.....
- 4°** conclure un bail à ferme, un bail commercial ou un bail à loyer de plus de neuf ans, ainsi que pour renouveler un bail commercial ;  
.....
- 5°** renoncer à une succession ou à un legs universel ou à titre universel ou l'accepter, ce qui ne pourra se faire que sous bénéfice d'inventaire. Le juge de paix peut, par une ordonnance motivée, octroyer l'autorisation d'accepter une succession, un legs universel ou à titre universel purement et simplement, compte tenu de la nature et de la consistance du patrimoine hérité et pour autant que les bénéficiaires soient manifestement supérieurs aux charges du patrimoine hérité ;

6° accepter une donation ou un legs à titre particulier ;

---

7° représenter la personne protégée en justice en demandant dans les procédures et actes, sauf pour :

→ les procédures et actes visés aux articles 1150, 1180, 1°, 1187, alinéa 2, et 1206 du Code judiciaire ;

→ les constitutions de partie civile ;

→ les litiges relatifs aux contrats locatifs ou à l'occupation sans titre ni droit, et les demandes d'application de la législation sociale en faveur de la personne protégée ;

---

8° conclure un pacte d'indivision ;

---

9° acheter un bien immeuble ;

---

10° transiger ou conclure une convention d'arbitrage ;

11° continuer un commerce.

L'administration du commerce peut être confiée à un administrateur spécial sous le contrôle de l'administrateur des biens. L'administrateur des biens spécial est désigné par le juge de paix. Le juge de paix peut à tout moment retirer son autorisation de continuer le commerce ;

---

12° aliéner des souvenirs et autres objets à caractère personnel, même s'il s'agit d'objets de peu de valeur sans préjudice de l'article 499/9 ;

---

13° acquiescer à une demande relative à des droits immobiliers ;

---

14° autoriser les prestataires de services de paiement à apposer tout signe distinctif sur les instruments de paiement de la personne protégée.

*Art. 499/7, §4, al.1 C.civ.*

***L'administrateur des biens peut être spécialement autorisé par le juge de paix pour disposer par donation si la personne protégée est incapable d'exprimer sa volonté et si la volonté de donner ressort expressément de la déclaration visée à l'article 496, alinéa 2, ou de déclarations écrites ou orales antérieures de la personne protégée, formulées à un moment où elle était capable d'exprimer sa volonté. La donation doit être en rapport avec le patrimoine de la personne protégée et ne peut en outre menacer d'indigence ni celle-ci, ni ses créanciers d'aliments. Les articles 1241 et 1246 du Code judiciaire sont d'application.***

## **LES ACTES SUR LA PERSONNE :**

*Art. 499/7, § 1er, al.1 C.civ.*

***Sans préjudice des dispositions de lois particulières, l'administrateur de la personne doit être spécialement autorisé par le juge de paix pour :***

1° changer la résidence de la personne protégée ;

§ 2, de la loi précitée ;

2° exercer les droits prévus par la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, conformément à l'article 14,

3° représenter la personne protégée en justice en demandant dans les procédures et actes.

# ANNEXE 2

## PERSONNALISATION DE L'ORDONNANCE DU JUGE DE PAIX.

### L'INCAPACITE PEUT PORTER SUR :

*Art. 492/1. § 1, al.3 C.civ.*

***Dans son ordonnance, le juge de paix se prononce en tout cas expressément sur la capacité de la personne protégée :***

1° de choisir sa résidence ;

7° de reconnaître un enfant conformément à l'article 327 ;

2° de consentir au mariage, comme prévu aux articles 75 et 146 ;

8° d'exercer, soit en demandant, soit en défendant, des actions relatives à sa filiation visée au livre Ier, titre VII ;

3° d'intenter une action en annulation du mariage visée aux articles 180, 184 et 192 et de se défendre contre une telle action ;

9° d'exercer l'autorité parentale visée au livre Ier, titre IX, sur la personne du mineur ;

4° d'introduire une demande de divorce pour désunion irrémédiable, visée à l'article 229, et de se défendre contre une telle demande ;

10° de faire une déclaration de cohabitation légale visée à l'article 1476, § 1er et d'y mettre fin conformément à l'article 1476, § 2 ;

5° d'introduire une demande de divorce par consentement mutuel, visée à l'article 230 ;

11° le cas échéant, de faire une déclaration en vue d'acquérir la nationalité belge, visée au chapitre III du Code de la nationalité belge du 28 juin 1984 ;

6° d'introduire une demande de séparation de corps, visée à l'article 311bis et de se défendre contre une telle demande ;



- 12° d'exercer les droits visés par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

---

  - 13° d'exercer le droit visé par la loi du 23 juin 1961 relative au droit de réponse ;

---

  - 14° d'adresser une demande de changement de nom ou de prénom, prévue à l'article 2 de la loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms ;

---

  - 15° d'exercer les droits du patient prévus par la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient ;
- 16° de consentir à une expérimentation sur la personne humaine conformément à l'article 6 de la loi du 7 mai 2004 relative aux expérimentations sur la personne humaine ;

---

  - 17° de consentir à un prélèvement d'organes, visé à l'article 5 ou 10 de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes ;

---

  - 18° d'exercer le droit de refuser la réalisation d'une autopsie sur son enfant de moins de dix-huit mois, conformément à l'article 3 de la loi du 26 mars 2003 réglementant la pratique de l'autopsie après le décès inopiné et médicalement inexpliqué d'un enfant de moins de dix-huit mois ;

*Art. 492/1. § 2, al.3 C.civ.*

***Dans son ordonnance, le juge de paix se prononce en tout cas expressément sur la capacité de la personne protégée :***

- 1° d'aliéner ses biens ;

---

  - 2° de contracter un emprunt ;

---

  - 3° de donner ses biens en gage ou de les hypothéquer ainsi que d'autoriser la radiation d'une inscription hypothécaire, avec ou sans quittance, et d'une transcription d'une ordonnance de saisie-exécution sans paiement ;

---

  - 4° de consentir un bail à ferme, un bail commercial ou un bail à loyer de plus de neuf ans ;

---

  - 5° de renoncer à une succession ou à un
- legs universel ou à titre universel ou l'accepter ;

---

  - 6° d'accepter une donation ou un legs à titre particulier ;

---

  - 7° d'ester en justice en demandant ou en défendant ;

---

  - 8° de conclure un pacte d'indivision ;

---

  - 9° d'acheter un bien immeuble ;

---

  - 10° de transiger ou conclure une convention d'arbitrage ;

- 11° de continuer un commerce ;  
.....
- 12° d'acquiescer à une demande relative à des droits immobiliers ;  
.....
- 13° de disposer par donation entre vifs ;  
.....
- 14° de conclure ou modifier un contrat de mariage ;
- 15° de rédiger ou révoquer un testament ;  
.....
- 16° de poser des actes de gestion journalière ;  
.....
- 17° d'exercer l'administration légale des biens du mineur visé au livre Ier, titre IX.

## **L'INCAPACITE NE PORTE JAMAIS SUR :**

*Art. 497/2 C.civ.*

### ***Les actes suivants ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'une assistance ou d'une représentation par l'administrateur :***

- 1° le consentement au mariage visé aux articles 75 et 146 ;  
.....
- 2° l'intentement d'une action en annulation de mariage, visée aux articles 180, 184 et 192 ;  
.....
- 3° la fixation de la résidence conjugale visée à l'article 214, alinéa 2 ;  
.....
- 4° le consentement à disposer du logement familial, visé à l'article 220, § 1er ;  
.....
- 5° l'intentement d'une action en divorce pour désunion irrémédiable, visé à l'article 229 ;  
.....
- 6° l'introduction d'une demande de séparation de corps, visée à l'article 311bis ;  
.....
- 7° l'introduction d'une demande en divorce par consentement mutuel, visée à l'article 230 ;
- 8° la reconnaissance d'un enfant, visée à l'article 328 ;  
.....
- 9° le consentement à la reconnaissance, visé à l'article 329bis, § 2 ;  
.....
- 10° l'opposition à une action en recherche de maternité ou de paternité, visée à l'article 332quinquies, § 2 ;  
.....
- 11° l'intentement d'une action relative à la filiation, visée aux articles 312, § 2, 314, 318, 322, 329bis, 330 et 332quinquies ;  
.....
- 12° le consentement à son adoption, visé à l'article 348-1 ;  
.....
- 13° l'exercice de l'autorité parentale sur l'enfant mineur de la personne protégée, ainsi que des prérogatives parentales en ce qui concerne l'état de la personne de cet enfant mineur ;  
.....
- 14° le fait de faire une déclaration de

- cohabitation légale visée à l'article 1476, § 1er, et celui d'y mettre fin conformément à l'article 1476, § 2 ;
- 
- 15°** le consentement à une stérilisation ;
- 
- 16°** le consentement à un acte de procréation médicalement assistée visé par la loi du 6 juillet 2007 relative à la procréation médicalement assistée et à la destination des embryons surnuméraires et des gamètes ;
- 
- 17°** la déclaration d'avoir la conviction constante et irréversible d'appartenir au sexe opposé à celui qui est indiqué dans l'acte de naissance visée à l'article 62bis, § 1er ;
- 
- 18°** la demande d'euthanasie, visée aux articles 3 et 4 de la loi du 28 mai 2002 relative à l'euthanasie ;
- 
- 19°** la demande de pratiquer une interruption de grossesse, visée à l'article 350 du Code pénal ;
- 
- 20°** le consentement à des actes qui touchent l'intégrité physique ou la vie intime de la personne protégée, sans préjudice des dispositions dérogatoires reprises dans des lois particulières ;
- 
- 21°** le consentement à l'utilisation de gamètes ou d'embryons in vitro à des fins de recherche, visé à l'article 8 de la loi du 11 mai 2003 relative à la recherche sur les embryons in vitro ;
- 
- 22°** l'exercice du droit de refuser la réalisation d'une autopsie sur son enfant de moins de dix-huit mois, visé à l'article 3 de la loi du 26 mars 2003 réglementant la pratique de l'autopsie après le décès inopiné et médicalement inexplicable d'un enfant de moins de dix-huit mois ;
- 
- 23°** le consentement à un prélèvement de sang et de dérivés du sang, visé à l'article 5 de la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine ;
- 
- 24°** la donation entre vifs, à l'exception des cadeaux d'usage proportionnels au patrimoine de la personne protégée ;
- 
- 25°** l'établissement ou la révocation d'une disposition testamentaire ;
- 
- 26°** l'exercice des droits politiques visés à l'article 8, alinéa 2, de la Constitution.

# ANNEXE 3

## CONTACTS

*Les contacts suivants peuvent vous aider à mettre en place un régime de protection adéquat pour une personne handicapée majeure :*

**un avocat :** [www.avocats.be](http://www.avocats.be)

**un notaire :** [www.notaire.be](http://www.notaire.be)

### **AFrAHM asbl**

Av. Albert Giraud 24

1030 Bruxelles

Tel : 02/247 28 21

### **ANAHM asbl**

Av. Albert Giraud 24

1030 Bruxelles

Tel : 02/247 28 26

### **Fondation Docteur Portray**

Av. Albert Giraud 24

1030 Bruxelles

02/534.00.38







# BIJLAGE 3

## CONTACTEN

*De volgende contacten kunnen u helpen om een gepaste beschermingsregeling uit te werken voor een meerderjarige persoon met een handicap :*

**een advocaat** : [www.advocaat.be](http://www.advocaat.be)  
**een notaris** : [www.notarls.be](http://www.notarls.be)

**de volgende verenigingen :**

**Inclusie Vlaanderen vzw**  
Albert Giraudlaan 24  
1030 Brussel  
02/247.28.20

**NVHV vzw**  
Albert Giraudlaan 24  
1030 Brussel  
02/247.28.29



21° het verlenen van de toestemming voor het gebruik van gameten of embryo's in vitro voor onderzoekseleiden bedoeld in artikel 8 van de wet van 11 mei 2003 betreffende het onderzoek op embryo's in vitro;

22° de uitoefening van het recht op wel-gering om een autopsie uit te voeren op zijn kind van minder dan achtten maanden bedoeld in artikel 3 van de wet van 26 maart 2003 houdende regeling van de autopsie na het onverwachte en medisch onverklaar- de overlijden van een kind van minder dan achtten maanden;

23° het verlenen van de toestemming tot afneming van bloed en bloeddervaten zoals bedoeld in artikel 5 van de wet van 5 juli 1994 betreffende bloed en bloeddervaten van menselijke oorsprong;

24° het schenken onder levenden, met uitzondering van de gebruikelijke geschenken in verhouding tot het vermogen van de beschermde persoon;

25° het maken of herroepen van een uiterste wilsbeschikking;

26° de uitoefening van politieke rechten bedoeld in artikel 8, tweede lid, van de Grondwet.

14° het afleggen van een verklaring tot wettelijke samenwoning, bedoeld in artikel 1476, § 1, alsook de beëindiging van de wettelijke samenwoning, bedoeld in artikel 1476, § 2;

15° het verlenen van de toestemming tot sterilisatie;

16° het verlenen van de toestemming tot een handeling van medisch begeide voortplanting zoals bedoeld in de wet van 6 juli 2007 betreffende de medisch begeide voortplanting en de bestemming van de overtalige embryo's en de gameten;

17° de aangifte van de voortdurende en onomkeerbare innerlijke overtuiging te behoren tot het andere geslacht dan datgene dat is vermeld in de akte van geboorte bedoeld in artikel 62bis, § 1;

18° het verzoek tot euthanasie bedoeld in artikel 3 en 4 van de wet van 28 mei 2002 betreffende de euthanasie;

19° het verzoek tot uitvoering van een zwangerschapsafbreking bedoeld in artikel 350 van het Strafwetboek;

20° het verlenen van de toestemming tot het stellen van handelingen die de fysieke integriteit of de interne levensstree van de beschermde persoon raken, onverminderd de afwijkende

## DE ONBEKWAAMHEID HEEFT NOOT BETREKKING OP:

*Art. 497/2 Burg. Wetboek*

***De volgende handelingen zijn niet vatbaar voor bijstand of vertegenwoordiging door de bewindvoerder :***

- 11° het voortzetten van een handelszaak;
- 12° het berusten in een vordering betreffende onroerende rechten;
- 13° het schenken onder levenden;
- 14° het aangaan of wijzigen van een huwelijkcontract;
- 15° het maken of herroepen van een uiterste wilsbeschikking;
- 16° het stellen van handelingen met betrekking tot het dagelijkse beheer;
- 17° de uitoefening van het wettelijk bewind over de goederen van de minderjarige bedoeld in boek I, titel IX.

1° het geven van de toestemming tot huwen, bedoeld in de artikelen 75 en 146;

2° het instellen van een vordering tot nietigverklaring van een huwelijk, bedoeld in de artikelen 180, 184 en 192;

3° het vaststellen van de echtelijke verblijfplaats, bedoeld in artikel 214, tweede lid;

4° de toestemming om over de gezinswooning te beschikken, bedoeld in artikel 220, § 1;

5° het instellen van een vordering tot echtscheiding op grond van onherstelbare ontwijching van het huwelijk, bedoeld in artikel 229;

6° het instellen van een vordering tot scheiding van tafel en bed, bedoeld in artikel 311bis;

7° het indienen van een verzoek tot

echtscheiding door onderlinge toestemming, bedoeld in artikel 230;

8° de erkenning van een kind, bedoeld in artikel 328;

9° de toestemming tot de erkenning, bedoeld in artikel 329bis, § 2;

10° het verzet tegen een rechtsvordering tot onderzoek naar het moederschap of het vaderschap, bedoeld in artikel 329quinquies, § 2;

11° het instellen van een vordering betreffende de afstamming, bedoeld in de artikelen 312, § 2, 314, 318, 322, 329bis, 330 en 332quinquies;

12° het verlenen van de toestemming tot zijn adoptie, bedoeld in artikel 348-1;

13° de uitoefening van het ouderlijk gezag over het minderjarige kind van de

***De vederechter oordeelt in zijn beschikking in ieder geval uitdrukkelijk over de bewaamheid van de beschermde persoon met betrekking tot :***

*Art. 492/1, § 2, derde lid, Burg. Wetboek*

- 17** het verlenen van de toestemming tot het wegnemen van organen zoals bedoeld in artikel 5 of artikel 10 van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen;
- 18** de uitoefening van het recht op weinig of op zijn kind van minder dan achtten maanden, bedoeld in artikel 3 van de wet van 26 maart 2003 houdende regeling van de autopsie na het onverwachte en medisch onverklaarde overlijden van een kind van minder dan achtten maanden;
- 14** het richten van een verzoek tot naams- of voornaamswijziging, bedoeld in artikel 2 van de wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen;
- 15** de uitoefening van de rechten van de patiënt, bedoeld in de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt;
- 16** het verlenen van de toestemming om een experiment op de menselijke persoon uit te voeren overeenkomstig artikel 6 van de wet van 7 mei 2004 inzake experimenten op de menselijke persoon;

**1** het vervreemden van zijn goederen;

**2** het aangaan van een lening;

**3** het in pand geven of hypothekeren van zijn goederen alsook het geven van de toestemming tot doorhaling van een hypothecaire inschrijving, met of zonder kwijting, en van de overschrijving van een bevel tot uitvoerend beslag zonder betaling;

**4** het afsluiten van een pachtcontract, een handelshuurovereenkomst of een gewone huurovereenkomst van meer dan negen jaar;

**5** het aanvaarden of verwerven van een

**10** het aangaan van een dading of het afsluiten van een arbitrageovereenkomst;

**9** het aankopen van een onroerend goed;

**8** het afsluiten van een overeenkomst van onverdeeldheid;

**7** het optreden in rechte als eiser en verweerder;

**6** het aanvaarden van een schenking of een legaat onder bijzondere titel;

**6** het aangaan van een algemeen legaat of nalatenschap, een algemeen legaat of een legaat onder algemene titel;

# BIJLAGE 2

## PERSONALISERING VAN DE BESCHIKKING VAN DE VREDERECHTER

### DE ONBEWAAMHEID KAN BETREKKING HEBBEN OP :

*Art. 492/1, § 1, derde lid, Burg. Wetboek*

**De vrederechter oordeelt in zijn beschikking in ieder geval uitdrukkelijk over de bekwamheid van de beschermde persoon met betrekking tot :**

- 1° de keuze van zijn verblijfplaats;
- 2° het geven van de toestemming tot huwen bedoeld in artikel 75 en 146;
- 3° het instellen van en zich verweren tegen een vordering tot nietigverklaring van het huwelijk, bedoeld in de artikelen 180, 184 en 192;
- 4° het instellen van en zich verweren tegen een vordering tot echtscheiding op grond van onherstelbare ontwijching van het huwelijk, bedoeld in artikel 229;
- 5° het indienen van een verzoek tot echtscheiding door onderlinge toestemming bedoeld in artikel 230;
- 6° het instellen van en zich verweren tegen een vordering tot scheiding van tafel en bed bedoeld in artikel 311bis;
- 7° het erkennen van een kind overeenkomstig artikel 327;
- 8° het voeren van gedingen als eis of als verweerder betreffende zijn
- 9° de uitoefening van het ouderlijk gezag over de persoon van de minderjarige, bedoeld in boek I, titel IX;
- 10° de aflegging van een verklaring van wettelijke samenwoning bedoeld in artikel 1476, § 1, alsook de beëindiging van de wettelijke samenwoning, bedoeld in artikel 1476, § 2;
- 11° in voorkomend geval, het afleggen van een verklaring tot verkrijging van de Belgische nationaliteit, bedoeld in hoofdstuk III van het Wetboek van de Belgische nationaliteit van 28 juni 1984;
- 12° de uitoefening van de rechten bedoeld in de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de werking van de persoonsgegevens;
- 13° de uitoefening van het recht bedoeld in de wet van 23 juni 1961 betreffende het recht tot antwoord;

beschermde persoon;  
8° een overeenkomst van onverdeeldheid  
te sluiten;

9° een onroerend goed aan te kopen;  
10° een dading aan te gaan of een overeen-  
komst tot arbitrage te sluiten;

11° een handelszaak voort te zetten. Het  
bestuur van de handelszaak mag  
worden opgedragen aan een bijzondere  
de bewindvoerder onder het toezicht van  
de bewindvoerder voor de goederen.  
De bijzondere bewindvoerder wordt  
aangewezen door de vrede rechter. De

12° souvenirs en andere persoonlijke voor-  
werpen, zelfs als het om voorwerpen  
van geringe waarde gaat, te vervreem-  
den onverminderd artikel 499/9;  
13° te berusten in een vordering betref-  
fende onroerende rechten;

14° de betalingsdiensstaanhouders te mach-  
tigen op de betaalinstrumenten van de  
beschermde persoon enig onderschei-  
dingsteken aan te brengen.

*Art. 499/7, §4, eerste lid, Burg. Wetboek*

*De vrede rechter kan de bewindvoerder over de goederen een bijzondere machtiging  
verlenen om te schenken ingeval de beschermde persoon daar zelf wilsonbekwaam toe  
is en uit de verklaring bedoeld in artikel 496, tweede lid, of uit vroegere schriftelijke  
of mondelinge verklaringen van de beschermde persoon, geuit op een tijdstip waarop  
hij wilsbekwaam was, de wil tot schenken uitdrukkelijk blijkt. De schenking moet in  
verhouding staan tot het vermogen van de beschermde persoon en mag bovendien de  
beschermde persoon of zijn onderhoudsgerechtigden niet behoeftig dreigen te maken.  
De artikelen 1241 en 1246 van het Gerechtelijk Wetboek zijn van toepassing.*

## DE HANDELINGEN MET BETREKKING TOT DE PERSOON :

*Art. 499/7, § 1er, eerste lid, Burg. Wetboek*

**Onverminderd de bepalingen opgenomen in bijzondere wetten moet de vrede rechter de  
bewindvoerder over de persoon bijzondere machtiging verlenen om:**

1° de verblijfsplaats van de beschermde  
persoon te wijzigen;

2° de rechten bedoeld in de wet van 22  
augustus 2002 betreffende de rechten

3° de beschermde persoon in rechte te  
vertegenwoordigen als eiser bij rechts-  
plegingen en handelingen.

van de patiënt overeenkomstig artikel  
14, § 2, van voornoemde wet uit te oefenen;

# BIJLAGE 1

## DE HANDELIJGEN DIE ONDERWOPEN WORDEN AAN DE UITDRUKKELIJKE MACHTING VAN DE VREDERECHTER

### DE HANDELIJGEN MET BETREKKING TOT DE GOEDEREN :

Art. 499/7, § 2, eerste lid, Burg. Wetboek.

**De vredelechter moet de bewindvoerder over de goederen bijzondere machtiging verlenen om :**

- 1° de goederen van de beschermde persoon, met uitzondering van de vruchten en de onbruikbare voorwerpen, te vervreemden, tenzij het beheer is opgedragen aan een in artikel 499/5, tweede lid, bedoelde instelling;
- 2° een lening aan te gaan;
- 3° de goederen van de beschermde persoon te hypothekeren of in pand te geven of toestemming te geven tot doorhaling van een hypothecaire inschrijving, met of zonder kwijting, en van de overschrijving van een bevel tot uitvoerend beslag zonder betaling en van het ontslag van ambtshalve inschrijving;
- 4° een pachtcontract, een handelshuurovereenkomst of een gewone huurovereenkomst van meer dan negen jaar te sluiten, alsook een handelshuurovereenkomst te hernieuwen;
- 5° een nalatenschap, een algemeen legaat of een legaat onder algemene titel te verwerpen of te aanvaarden, wat slechts

- 6° een schenking of een legaat onder bijzondere titel te aanvaarden;
- 7° de beschermde persoon in rechte te ver tegenwoordigen als eiser bij rechtsplegingen en handelingen, behoudens voorrechten en handelingen bedoeld in de artikelen 1150, 1180, 1° en 1187, tweede lid, en 1206 van het Gerechtelijk Wetboek;
- burgerlijke partijstelling;
- geschillen met betrekking tot huurcontracten of met betrekking tot bewoning zonder akte of bewijs en
- vorderingen tot toepassing van de sociale wetgeving ten gunste van de

# III. WAT TE DOEN IN DE TOEKOMST?

**De nieuwe regeling wordt van toepassing na een uitdrukkelijke beschikking van de vrederechter of automatisch (na het verstrijken van een zekere tijd). De tijdslijn ziet er als volgt uit :**

## **1. Voor 1 juni 2014**

De persoon met een handicap heeft de mogelijkheid om een verklaring van voorkeur te laten registreren.

## **2. Vanaf 1 juni 2014**

• De persoon met een handicap die daartoe in staat is kan een buitengerechtelijk mandaat geven. Hij kan ook aan de vrederechter een beschikking vragen om zijn statuut in overeenstemming te brengen met de nieuwe wet.

• De oude regelingen blijven bestaan, ze worden enkel gewijzigd indien een beschikking de bestaande maatregel door een rechterlijke bescherming vervangt. Deze beschikking kan genomen worden op verzoek van de beschermde persoon, elke belanghebbende of door de vrederechter op eigen initiatief.

• Indien geen enkele beschikking genomen is op 1 juni 2013 :

→ de oude regelingen van voorlopige bewindvoering zullen automatisch omgezet worden in een rechterlijk bescherming van de goederen (vertegenwoordiging)

→ de oude regelingen voor de voogdij, de verlengde minderjarigheid zullen automatisch omgezet worden in een rechterlijke bescherming van de goederen en/of de persoon. In dat geval worden de voogd of de ouders ambtshalve aangesteld als bewindvoerder over de goederen en/of de persoon.

→ de oude regeling van de gerechtelijk raadsman dooft uit en wordt niet door een andere maatregel vervangen.

**Thierry DELAHAYE & Florence HACHEZ**  
*Advocaten*

[www.advocatio.be](http://www.advocatio.be)

Een vertegenwoordiging kan bevoelen worden wanneer de persoon met een handicap niet is staat is om zelf handelen met betrekking tot zijn persoon en/of zijn goederen te stellen. De aangestelde bewindvoerder stelt zelf, onder eigen verantwoordelijkheid, de handelingen voor rekening van de beschermde persoon.

De nieuwe wet maakt aldus 8 verschillende soorten maatregelen mogelijk :

→ Bijstand voor de goederen

→ Bijstand aan de persoon

→ Bijstand aan de persoon en voor de goederen

→ Bijstand aan de persoon en een vertegenwoordiging voor de goederen

→ Vertegenwoordiging voor de goederen

→ Vertegenwoordiging van de persoon

→ Vertegenwoordiging voor de goederen

→ Vertegenwoordiging van de persoon en voor de goederen

→ Vertegenwoordiging van de goederen

← Vertegenwoordiging van de persoon en

bijstand voor de goederen

De wettelijke verplichtingen van de bewindvoerder, met name op het vlak van het opstellen van verslagen, en de institutionele controle van de vredechter en van de vertrouwenspersoon, zijn elementen die garant staan voor een exemplarische beschermingsregeling. De functies van bewindvoerder en vertrouwenspersoon zijn onbezoldigd, behalve wanneer een professionele bewindvoerder aangesteld wordt. In dat geval wordt de bezoldiging beperkt tot 3% van de inkomsten van de persoon met een handicap.

De uitbreiding van het aantal tussenkomende partijen en de techniciteit van de nieuwe wet vormen een aantal nadelen. Dat is de prijs die betaald moet worden voor een in de praktijk efficiënte bescherming.

## 4. Voordelen en nadelen

De rechtelijke bescherming biedt een zeer efficiënte bescherming van de kwetsbare persoon zowel tegen zijn eigen onangepaste handelingen als tegen die van derden die van zijn zwakte misbruik zouden kunnen maken (nietigheid van de handelingen die gesteld zijn in



Dat verslag wordt bezorgd aan de beschermde persoon, tenzij de bewindvoerder daar uitdrukkelijk van vrijgesteld werd, aan de vertrouwenspersoon en aan de andere bewindvoerders.

De vrede rechter controleert het verslag en keurt het goed met eventuele opmerkingen of aanmerkingen.

### 3. De beschermingsmaatregel

Bij gebrek aan buitengerechtigde bescherming of wanneer hij die niet geschikt vindt, beveelt de vrede rechter een rechterlijke beschermingsmaatregel ten aanzien van de persoon met een handicap. In dat geval zoekt hij een oplossing op maat in overleg met de partijen die betrokken zijn bij de procedure.

De bescherming kan exclusief betrekking hebben op de handelingen betreffende de goederen en/of de persoon, tenzij een algemene bescherming noodzakelijk blijkt. Bovendien kan de bescherming zelf bestaan uit maatregelen op het vlak van bijstand of van vertegenwoordiging.

Een bijstand wordt bevolen wanneer de persoon met een handicap in staat is om zelf handelingen met betrekking tot zijn persoon en/of zijn goederen te stellen, maar niet op autonome wijze. De aange-stelde bewindvoerder helpt dan de persoon met een handicap die zelf de handeling stelt. Hij kan bijvoorbeeld de uitvoering van een handeling afhanke lijk maken van zijn voorafgaand akkoord, op een of meer voorwaarden, of gewoon weigeren om de persoon bij te staan.

Gelot op de groeiende complexiteit van de rechtsverhoudingen in het algemeen en de menselijke relaties in het bijzonder, is het vaak nodig een beroep te doen op professionals. Indien bijzondere omstandigheden dat vereisen, stelt de vrede rechter een professional aan (gewoonlijk een advocaat of een notaris).

De vrede rechter tracht het aantal bewindvoerders te beperken. Meestal stelt hij slechts één persoon aan, ook al wordt het bewind zowel over de persoon als over de goederen gevoerd.

### 2.6. De verslagen en de informatie

Enmaal per jaar – tenzij de vrede rechter andere aanwijzingen geeft – moet de bewindvoerder een verslag indienen bij het vrede gerecht.

Het verslag over de persoon bevat met name een beschrijving van de leefomgeving van de beschermde persoon, de maatregelen die genomen zijn om het welzijn van de beschermde persoon te verbeteren, de wijze waarop de bewindvoerder de beschermde persoon en de vertrouwenspersoon bij zijn opdracht betrokken heeft,...

Het verslag over de goederen bevat met name een beschrijving van de materiële situatie van de beschermde persoon, de jaarrekeningen, de wijze waarop de bewindvoerder de beschermde persoon en de vertrouwenspersoon bij zijn opdracht betrokken heeft,...

Indien de verblijfplaats na de aanstelling van de bewindvoerder verandert, kan de vrede rechter het initiatief nemen om het dossier door te sturen naar het vredege-recht van deze nieuwe verblijfplaats.

De vrede rechter roept de partijen op en hoort hen. Hij neemt vervolgens een beschikking waarin hij de bewindvoer-der aanstelt en zijn opdracht precies omschrijft.

Voor sommige handelingen zal de uit-drukkelijke machtiging van de vrede rech-ter vereist zijn (verandering van verblijf-plaats, verkoop van een gebouw,....) (zie bijlage 1).

De vrede rechter blijft altijd bevoegd om de opdracht te wijzigen, de verslagen van de bewindvoerder te controleren en goed te keuren, of de bewindvoerder te vervangen.

#### *2.4. De vertrouwenspersoon*

De vertrouwenspersoon wordt aan-gesteld door de vrede rechter, met het akkoord van de persoon met een handicap. Het is mogelijk verscheidene vertrouwenspersonen aan te stellen.

De rol van de vertrouwenspersoon bestaat vooral uit het verlenen van per-sonlijke bijstand aan de beschermde persoon en het optreden als woordvoer-der en contactpersoon met de bewind-voerder en de vrede rechter. Deze functie houdt in dat de vertrouwenspersoon het recht heeft alle informatie te ontvangen over de staat van de bewindvoering, met

Inbegrip van een kopie van de verslagen van de bewindvoerder. Hij wendt zich rechtstreeks tot de vrede rechter wanneer de belangen van de beschermde persoon op het spel staan.

De vertrouwenspersoon kan deze functie natuurlijk niet cumuleren met de functie van bewindvoerder.

#### *2.5. De bewindvoerder*

De functie van bewindvoerder is niet onderworpen aan bijzondere kwalificatieve-reisten. Er zijn geen ervaring noch diploma vereist om aangesteld te worden. De vrede rechter kan verscheidene be-windvoerders aanstellen.

Om misbruiken te voorkomen, sluit de wet bepaalde categorieën van personen uit, zoals de vennootschappen (een vzw is een vennootschap), de bestuursleden of de personeelsleden van de voorziening waar de persoon met een handicap ver-blijft, de personen die ontzet zijn uit het ouderlijk gezag, alsook de personen ten aanzien van wie een rechterlijke of een buitengerechtelijke beschermingsmaatre-ge werd genomen.

De vrede rechter zal altijd verkiezen dat de ouders, de samenwonende persoon of een naaste van de persoon met een handicap aangesteld worden. In dat verband geltigt de nieuwe wet van een bijzonderder vertrouwen in de ouders van de beschermde persoon : zij kunnen samen aangesteld worden als bewindvoerder en de formele regels voor de verslagen worden voor hen minder strikt gemaakt.

## 1. Wie wordt bedoeld?

De beschermingsregeling is bedoeld voor de meerderjarige personen die om gezondheidsredenen niet in staat zijn om zonder bijstand of andere beschermingsmaatregel hun belangen van vermogensrechtelijke of niet-vermogensrechtelijke aard zelf waar te nemen.

Deze onbekwaamheid kan geheel (alle handelingen) of gedeeltelijk (bepaalde handelingen) zijn. Bovendien kan de beheersonbekwaamheid zowel tijdelijk als definitief zijn.

## 2. De partijen

### 2.1. De te beschermen persoon

#### a) De verklaring van voorkeur

Elke bekwame persoon moet de mogelijkheid overwegen dat hij op een dag zijn capaciteit van zelfbeschikking kan verliezen. De nieuwe wet biedt aan elke persoon, ten aanzien van wie geen enkele rechtelijke beschermingsmaatregel bevoelen is, de mogelijkheid om een verklaring van voorkeur neer te leggen met de naam van de vertrouwenspersoon en/of de bewindvoerder van zijn voorkeur, ingeval een rechtelijke maatregel in de toekomst uitgesproken zou worden.

#### b) Het verzoekschrift tot aanstelling van een bewindvoerder

of bij zijn notaris.

Deze verklaring wordt neergelegd ter griffie van het vredegerecht van de verblijfplaats van de persoon met een handicap

De bevoegde vrede rechter is de vrede rechter van de verblijfplaats van de persoon met een handicap, dat wil zeggen de plaats waar de persoon dagelijks en met een zekere regulariteit verblijft. Indien de verblijfplaats van de beschermde persoon te vaak verandert om van een echte verblijfplaats te kunnen spreken, zal de wettelijke woonplaats van de beschermde persoon bepalend zijn.

### 2.3. De vrede rechter

Een koninklijk besluit zal een lijst opmaken met de gezondheidsstanden waarvoor geen medisch attest vereist is.

goederen te beheren.

Het volstaat een verzoek neer te leggen ter griffie van het vredegerecht samen met een attest van verblijfplaats en een medisch attest waaruit blijkt dat de persoon met een handicap niet in staat is om voor zichzelf in te staan en/of zijn goederen te beheren.

Het verzoek om een rechtelijke beschermer te organiseren mag uitgaan van elke belanghebbende : de ouders, de omgeving, een vriend, een niet-betalende verhuurder, een notaris, of zelfs de Procureur des Konings.

### 2.2. Verzoek door een derde

Elke persoon die voelt dat hij wegens zijn verslechterende gezondheidstoestand niet meer bekwaam zal zijn, kan altijd zelf een verzoek richten tot de vrede rechter om een beschermingsregeling uit te werken die aan zijn toestand aangepast is.

# II. DE RECHTERLIJKE BESCHERMING

Indien de persoon met een handicap de stap naar een privaat mandaat niet kan of niet wil zetten, kan de rechterlijke bescherming overwogen worden zodra de onbekwaamheid vastgesteld wordt of zodra de persoon met een handicap voelt dat hij de controle over zijn handelen verliest. Deze bescherming is gebaseerd op de algemene principes van de voorlopige bewindvoering en kan als volgt samengevat worden:

De overeenkomst bepaalt de strekking van het mandaat dat algemeen kan zijn (voor het geheel van de handelingen betreffende de goederen van de persoon met een handicap) of bijzonder (in dat geval somt het mandaat de beoogde handelingen op).

Bovendien voorziet de wet in geen enkel toezicht op de lasthebber. Het is dus belangrijk dat de overeenkomst voorziet in een regelmatige en geruuststellende controle door een derde die het volle vertrouwen geniet.

Er wordt natuurlijk aangeraden om eerst een advocaat, een notaris of een gespecialiseerde vzw te raadplegen, om zich te verzekeren van de geldigheid en de efficiëntie van de overeenkomst. Op dat vlak is de NVHVG zeker geschikt om deze belangrijke stap te begeleiden.

De overeenkomst bepaalt de strekking van het mandaat dat algemeen kan zijn (voor het geheel van de handelingen betreffende de goederen van de persoon met een handicap) of bijzonder (in dat geval somt het mandaat de beoogde handelingen op).

Het buitengerechtigd mandaat verloopt in een ongedwongen sfeer en laat een zeer soepel beheer toe. Het gebrek aan formele regels en procedures, alsook het feit dat het gratis is, zijn de voornaamste troeven.

De nadelen ervan mogen echter niet over het hoofd gezien worden. De bescherming die door het mandaat geboden wordt, is zeer relatief omdat de persoon met een handicap zijn

## 2. Voordelen en nadelen

# I. DE BUITEN- GERECHTELIJKE BESCHERMING (HET MANDAAT)

## 1. Het buitengerechtelijk mandaat

**Vanaf 1 juni 2014 mag iedere persoon, met of zonder handicap, vrij een lasthebber kiezen die gemachtigd zal zijn om in zijn naam de handelingen met betrekking tot zijn goederen te stellen.**

Deze mogelijkheid wordt gegeven aan elke persoon, op voorwaarde dat die meerderjarig is, wilsbekwaam is en niet reeds onderworpen is aan een rechtelijke beschermingsmaatregel (verlengde minderjarigheid, voorlopige bewindvoering...)

Deze overeenkomst moet ondertekend worden door de persoon met een handicap (de lastgever) en zijn toekomstige vertegenwoordiger (de lasthebber). De overeenkomst moet ook geregistreerd worden in het centraal register dat wordt bijgehouden door de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat. De registratie verloopt via de notaris of door neerlegging van een afschrift van de overeenkomst ter griffie van het

vredegerecht van de verblijfplaats van de te beschermen persoon..

Het staat de persoon in kwestie vrij te bepalen op welke datum het mandaat zal aanvangen. Het kan onmiddellijk starten terwijl de persoon (nog) bekwam is (onmiddellijk effect), maar de overeenkomst kan ook bepalen dat het mandaat pas zal ingaan vanaf het ogenblik dat de persoon met een handicap (de lastgever) niet meer bekwam is om zelf zijn handelingen te stellen (uitgesteld effect).

Het buitengerechtelijk mandaat zal enkel betrekking hebben op de goederen en niet op de persoonlijke handelingen.

# INLEIDING

1. De wet van 17 maart 2013 her-  
vormt en verenigt de bestaande  
regelingen voor de bescherming  
van de meerderjarige personen  
met een handicap. In de toekomst  
zullen de meerderjarige personen  
die onder het statuut vielen van  
de verlenigde minderjarigheid,  
de voorlopige bewindvoering, de  
voogdij of onder het toezicht van  
een gerechtelijk raadsman gesteld  
waren, aan dezelfde regels onder-  
worpen worden.
2. De nieuwe regeling onderscheidt  
zich van de vroegere regelingen  
door de volgende kenmerken :
  - Zij geldt zowel voor de bescherming  
van de persoon als voor de goederen  
van de kwetsbare persoon.
  - Zij bevordert de sociale integratie van  
de personen met een handicap, met  
name door een gepersonaliseerde en op  
maat gemaakte regeling.
  - Zij versterkt de rol van de verschillende  
sociale actoren (beschermde persoon,  
vrederechter, vrouwenspersoon,  
familie,...).
3. Vanaf 1 juni 2014 zal de rechtsbe-  
scherming van de personen met  
een handicap gebaseerd zijn op  
twee alternatieve sokkels:
  - Ofwel organiseert de persoon met een  
handicap zelf zijn beschermingsrege-  
ling op basis van een mandaat aan een  
persoon van zijn keuze (regeling van  
buitengerechtigde bescherming);
  - Ofwel vraagt de persoon de bevoegde  
vrederechter om een structuur van  
rechtelijke bescherming op maat te  
organiseren (regeling van rechtelijke  
bescherming);
  - De keuze die de te beschermen  
persoon, zijn familie en zijn omgeving  
moeten maken, hangt natuurlijk af van  
de reële mogelijkheden van autonomie  
van de persoon en van de omstandighe-  
den van zijn handicap.

# INHOUDSTAFEL

## INLEIDING

## I. DE BUITENGERECHTELIJKE

## BESCHERMING – HET MANDAAT

1. Het buitengerichtelijk mandaat
2. Voordelen en nadelen

## II. DE RECHTERLIJKE BESCHERMING

1. Wie wordt bedoeld ?
2. De partijen
3. De beschermingsmaatregel
4. Voordelen en nadelen

## III. WAT TE DOEN IN DE TOEKOMST

- Bijlage 1** De handelingen onderworpen aan de uitdrukkelijke machtiging van de vrede rechter
- Bijlage 2** Personalisering van de beschikking van de vrede rechter
- Bijlage 3** Contacten

gerehabiliteerd en wordt het middelpunt van de besluitvorming die op hem betrekking heeft.

In deze optiek is het belangrijk de nieuwe wet goed te begrijpen, na te gaan of een beschermingsmaatregel noodzakelijk is en in voorkomend geval welke de meest aangepaste maatregel is.

De persoon met een verstandelijke handicap is een volwaardig persoon die zoals iedereen op 18 jaar meerderjarig wordt. De beslissing om de persoon te beschermen moet goed overwogen worden. De bescherming moet aangepast zijn aan de mogelijkheden van de persoon en daar flexibel op inspelen.

Deze brochure zal u een beter inzicht geven in de nieuwe bepalingen die vanaf 1 juni 2014 van toepassing zullen zijn.

***Veel leesplezier!***

**NVHG-TEAM.**

***Wij bedanken  
mr. Thierry DELAHAYE & mr. Florence  
HACHEZ van het kabinet Advocatio voor  
het opstellen van deze brochure***

Dit statuut van verlengde minderjarigheid heeft zijn beschermende rol vervuld. «Te veel» zou men wel eens kunnen zeggen, als men kijkt naar de huidige wetgeving die een veel belangrijker plaats toekent aan de te beschermen persoon.

De nieuwe wet van 17 maart 2013 breekt bijvoorbeeld met deze meer paternalistische houding die dominant was in de manier van omgaan met de handicap tot in de jaren 1990-2000. Men is overgestapt van een min of meer globale zorg voor de persoon naar een meer gepersonaliseerde begeleiding met als doel de ontwikkeling van de individuele capaciteiten.

Met de ondertekening en de ratificering door België van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap in 2009 is akte genomen van deze paradigmawissel en zijn deze waarden in ons intern recht omgezet. Artikel 12 van dit Verdrag erkent inderdaad dat personen met een handicap op voet van gelijkheid met anderen rechtsbekwaam zijn, maar bevestigt ook de noodzaak om te voorzien in "passende en doeltreffende" waarborgen om misbruik te voorkomen. De persoon met een handicap wordt aldus



# Voorwoord

**De wet van 17 maart 2013 tot hervorming van de regelingen inzake onbekwaamheid en tot instelling van een nieuwe beschermingsstatus die strookt met de menselijke waardigheid past in het nieuwe grondig veranderde denkbild over de handicap. Een manier van denken en handelen als spiegel van deze tijd.**

## Een terugblik...

Wanneer in 1959 de NVHVG opgericht wordt door een collectief van ouders die structuren willen oprichten aangepast aan de behoeften van hun kinderen, is het beleid ten aanzien van de personen met een verstandelijke handicap zo goed als onbestaande. In die periode was er nog maar zeer weinig informatie beschikbaar over de problematiek van de verstandelijke handicap en stond de problematiek nog lang niet op de politieke agenda.

Geconfronteerd met dit gebrek aan politieke initiatieven en wetgeving, scharen de gezinnen zich achter een aantal eisen om hun kinderen op volwassen leeftijd de meest aangepaste bescherming te kunnen geven. Tot dan toe waren de personen met een verstandelijke handicap niet of weinig beschermd. De enige maatregelen die toen genomen werden waren soms zo ingrijpend dat de ouders erdoor afgeschrikt werden.

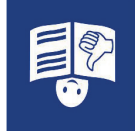
In 1973, als reactie op de eisen van de gezinnen die onder andere door de NVHVG vertegenwoordigd en gesteund worden, wordt een nieuw statuut ingevoerd: de verlenge minderjarigheid. Er volgt nog meer wetgeving die de instrumenten ter beschikking van de gezinnen uitbreidt, zoals de wet betreffende de voorlopige bewindvoering over de goederen. Deze wet is begin jaren negentig aangenomen en heeft als oorspronkelijk doel om de "bescherming van de personen" zo goed mogelijk te verzoenen met het "respect voor de individuele vrijheden".

Tijdens de jeugdjaren van hun kinderen voerden de ouders vooral een strijd om toegang te krijgen tot onderwijs, vrijetijdsbesteding enzovoort, maar eens deze generatie kinderen volwassen werd kwam de kwestie van de rechtsbescherming op de voorgrond. Als de ouders ouder worden en de kinderen groter, rijzen er nieuwe zorgen.

# Hervorming van beschermingsstatuut

Er kwam een nieuwe wet op 17 maart 2013.  
Ze wordt nog niet toegepast

Waarom een nieuwe wet?



Het doel van deze wet is om de dingen gemakkelijker te maken. Wij leven allemaal samen. Wij maken deel uit van de maatschappij. Wij hebben rechten. Bijvoorbeeld hebben wij het recht om zelfstandig te worden. Dat betekent dat we het recht hebben om dingen zelf te doen. Wij hebben ook plichten. Bijvoorbeeld moeten wij onze boodschappen in de winkel betalen.

Soms hebben wij allemaal moeilijkheden om dagelijkse dingen te doen. Sommigen hebben het nog moeilijker. Zoals oudere mensen, kleine mensen ... en ook mensen met een verstandelijke handicap.

Soms hebben wij hulp nodig om dingen te doen. Omdat we het niet alleen kunnen doen. We kunnen een bewindvoerder vragen om ons te helpen.

Een bewindvoerder is een persoon die moeilijke dingen voor ons doet of die ons helpt om deze dingen te doen.

NVHVG-TEAM.

*Veel leeslezier!*

op uw vragen.

Deze brochure zal u helpen om de nieuwe wet te begrijpen. U vindt er antwoorden in

een andere bewindvoerder vragen.

uw bewindvoerder, kunt u aan de rechter

ren. Als u altijd problemen (ruzie) heeft met

naar u en uw vertrouwenspersoon luist-

kunt het hem vragen. De rechter moet altijd

De rechter kan zijn beslissing veranderen. U

moet de rechter altijd eerst naar u luisteren.

bewindvoerder zal zijn. Voordat hij beslist,

nodig is. De rechter beslist ook wie de

De rechter beslist of er een bewindvoerder

moelijk alleen hun plan kunnen trekken.

houdt zich soms ook bezig met mensen die

hun huis of hun auto. De bewindvoerder

dingen die mensen hebben, zoals hun geld,

moelijkheden hebben. Bezittingen zijn

bezig met bezittingen van personen die

moelijkheden hebben. Hij houdt zich ook

Hij houdt zich bezig met personen die



Wallonie



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES



Verantwoordelijke uitgever :  
Th. Kempeneers-Foulon,  
Albert Giraudaan 24  
1030 Brussel  
D/2014/577/1



Overzicht, voor de families, van de wet van 17 maart 2013 tot her-  
 vorming van de regelingen inzake onbekwaamheid en tot instelling  
 van een nieuwe beschermingsstatus die strookt met de menselijke  
 waardigheid

# PERSONEN

van de **meerderjarige**

voor de **BESCHERMING**

# REGELING

**NIEUWE**

De